

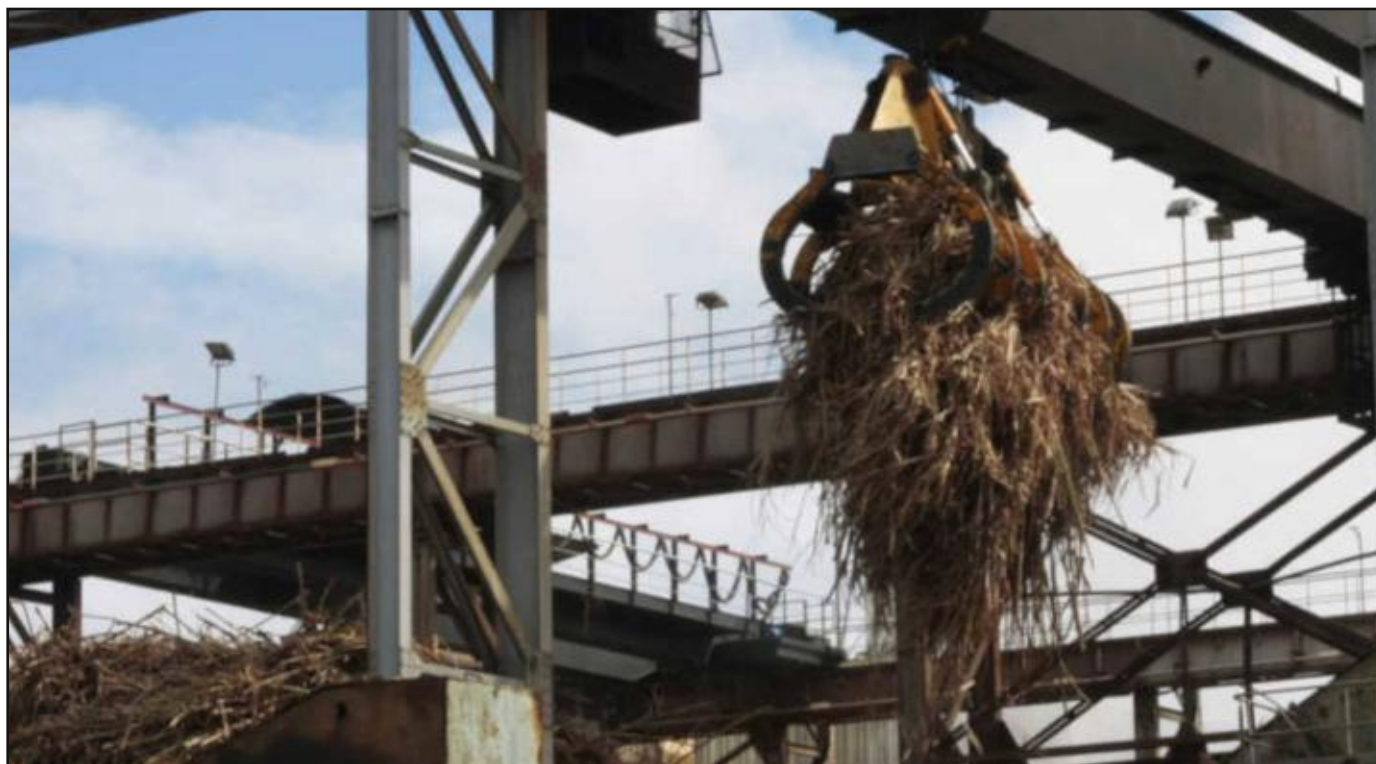
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22176 - 82ÈME ANNÉE

Des fonctionnaires parisiens viennent dans notre pays pour discuter de l'avenir de la canne à La Réunion

La honte pour les élus réunionnais



La venue de fonctionnaires parisiens pour discuter de l'avenir de la canne révèle un double problème éthique et politique. L'histoire de l'esclavage et de la colonisation impose de rompre avec une approche néocoloniale. Face à l'effondrement de la production et à la dépendance envers un acheteur unique, les élus réunionnais sont appelés à prendre leurs responsabilités. La survie de la filière exige transparence, diversification et une politique décidée à La Réunion.

L'arrivée d'une délégation de fonctionnaires parisiens pour discuter de l'avenir avec les planteurs de cannes pose un problème éthique et politique.

Un problème éthique

La canne n'est pas une plante qui pousse à Paris pour produire du sucre. En pleine campagne électorale, la couverture médiatique d'Edouard Philippe, entrain de couper une canne à sucre dans le but de gratter quelques bulletins, est une insulte vis-à-vis des conditions inhumaines qui régnaient dans la plantation, une insulte à l'histoire réunionnaise, notamment les morts dans les cales des bateaux des négriers.

L'esclavage n'était pas un spectacle. Ce régime politique a été reconnu comme crime contre l'humanité par la République française et enseigné dans les livres d'histoire de France. Dès lors, tout représentant d'un parti politique français qui foule la terre réunionnaise doit déposer une gerbe à la mémoire des dizaines de milliers de Réunionnais morts pour sauver la France du désastre de Saint Domingue. Quand la France est battue à Saint Domingue, en

1791, et que l'île proclame la République de Haïti, la France perd son statut de premier producteur mondial du sucre. Napoléon s'oriente vers Maurice et La Réunion. Il accélère la colonisation, l'esclavage et l'engagisme. La forêt tropicale est morte.

Aujourd'hui, les plus gros pays planteurs de canne sont l'Inde, la Thaïlande, la Chine, le Brésil. La production mondiale du sucre qui s'approche des 200 millions de tonnes est assurée à 80% par ce végétal. Comparé à cette demande mondiale, notre quota protégé de 300 000 tonnes représente 0,00015%. Sa suppression par la France et l'Union Européenne est une faute morale et politique. Par respect, nous devons éradiquer la mentalité néo-coloniale.

Un problème politique

La Réunion est soumise au régime de la décentralisation depuis près d'un demi-siècle. L'esprit est à la responsabilité partagée et concertée. Il est inconcevable que 40 élus (14 parlementaires et 26 chefs de Collectivités) n'arrivent à se réunir et sortir des orientations fermes, exigeantes envers l'Etat, associées à un calendrier d'application contraignant.

Les planteurs de cannes (ce qui reste) ont beau crier au secours, ils sont en danger de disparition, les élus s'adonnent à d'autres priorités. Ils ne voient pas que l'industriel va acheter à peu de frais tout le stock foncier cannier pour implanter des centrales photovoltaïques et fournir aux maires des terrains à déclasser. Si l'industriel doit assurer la survie de l'industrie du sucre, de l'énergie et du rhum, il va ré-

clamer des compensations. Cela passe par la valorisation du capital foncier.

Après avoir raconté que pour tenir en vie 2 usines, il lui faut 2 millions de tonnes de cannes, payés à un prix dérisoire, l'industriel fait le mort quand la production de canne chute de moitié. Les planteurs ont raison de réclamer la transparence des chiffres de toute la filière. Ils constatent des mensonges. Ils sont victimes du monopole d'un seul acheteur de leur matière première. Ils n'ont pas droit à la diversification. Ils supportent les augmentations des prix des intrants. Ils sont piégés.

La venue d'une délégation de fonctionnaires parisiens aurait été inutile si les décideurs réunionnais s'attaquaient aux problèmes réunionnais. La politisation de l'avenir de la canne par l'Union européenne est une réalité à laquelle il faut opposer une autre politique.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

La limite de 1,5 degré de l'Accord de Paris bientôt franchie

Climat : chaque dixième de degré compte, La Réunion en première ligne

À La Réunion, l'avertissement du FMI sur les risques de l'économie mondiale prend une dimension particulière : l'île reste dépendante des importations pour son approvisionnement énergétique. Dans un monde marqué par les crises géopolitiques, les tensions sur les prix et les perturbations des échanges, cette dépendance constitue une vulnérabilité économique majeure.

Le diagnostic présenté à New York par Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international alerte : « L'inflation est persistante. Nous ne prévoyons pas une résolution rapide », a-t-elle déclaré. La hausse des prix oblige plusieurs banques centrales à maintenir des politiques monétaires restrictives, avec pour conséquence un crédit plus coûteux.

Mais pour La Réunion, le premier risque reste celui de l'énergie. Chaque litre d'essence et kilo de biomasse importé représente une dépendance supplémentaire à une situation internationale sur laquelle la population réunionnaise n'a aucune prise. Lorsque les cours mondiaux s'envolent ou que les routes d'approvisionnement sont menacées, les conséquences se diffusent dans toute l'économie.

Transport des personnes et des marchandises, agriculture, pêche, industrie, construction, fonctionnement des services : l'énergie importée alimente l'activité. Une hausse du prix du pétrole ne reste donc pas cantonnée à la pompe. Elle renchérit progressivement l'ensemble des biens et services.

L'autonomie énergétique reste une urgence

Cette vulnérabilité donne une portée nouvelle à l'objectif d'autonomie énergétique de La Réunion. L'enjeu n'est plus seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit également de réduire une dépendance qui expose directement l'économie réunionnaise aux crises extérieures.

Le développement des énergies renouvelables locales, la maîtrise de la consommation, l'électrification des transports et la production décentralisée d'électricité grâce au soleil deviennent ainsi des questions de sécurité économique.

Le FMI alerte parallèlement sur l'augmentation du coût

du service de la dette. La hausse des taux d'intérêt peut freiner les investissements et alourdir les charges des ménages, des entreprises et des collectivités. Pour une économie déjà fortement dépendante des importations, le cumul d'une énergie chère et d'un crédit plus coûteux constitue une pression supplémentaire.

« L'incertitude est la nouvelle normalité. »

Autre risque identifié par le FMI : l'ampleur des investissements dans l'intelligence artificielle. Si les résultats ne correspondent pas aux attentes, prévient-elle, « la déception pourrait potentiellement conduire à un choc pour le système ». Le risque est principalement concentré aux États-Unis, mais les chaînes de production sont mondialisées.

Malgré cette accumulation de menaces, le FMI estime qu'une croissance mondiale proche de 3 % serait « une réussite considérable ». Mais sa directrice générale résume la nouvelle situation ainsi : « Les risques sont élevés et l'incertitude est la nouvelle normalité. »

Pour La Réunion, cette nouvelle normalité rend encore plus urgente la sortie de la dépendance énergétique. Produire localement l'énergie consommée, réduire les importations de carburant et de biomasse et maîtriser la demande ne sont plus seulement un simple choix de transition écologique : ce sont des conditions pour échapper à la plongée dans le sous-développement.

M.M.

Oté

« I pé dir filé marmaye-la lé bien koupé ! » : In kozman pou la rout

I di sa d'in marmaye i koz bonpé é i koz bien an mèm tan. Pou kossa i di sa ? Par raproshman avèk zoizo martin... Zot i koné kréol i panss pou aprann in martin kozé i fo koup son filé : in sort fo-pli sou la lang si wi koup pa martin i kozra zamé.

O fète, mi koné pa si lé vré sansa si lé pa vré. Sak mi koné sé ké kréol é pa solman i kroi pou aprann in zoizo kozé(issi lo martin, an franss la pie) i fo koup lo filé osinonsa lo frin sou la lang. Anfète lo zoizo i koz pa mé li gingn imite la voi imène san konète lo sanss.

Donk pou in zanfán, si li parl bien, demoune i panss son filé lé bien koupé alé oir li lé pa koupé ditou.

Alé ! mi kite azot roflèshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin